

Référendum sur la loi sur les jeux d'argent

 loisurlesjeuxdargent.ch/

- Le Parlement va à l'avenir censurer les sites web. Dans le même temps, la nouvelle loi ne protège le joueur que de manière inadéquate contre le gameplay. Les jeunes vert-e-s s'opposent aux lobbyistes des casino et soutiennent le référendum.

Référendum sur la loi sur les jeux d'argent

- Arguments

Non à la censure sur internet!

La Suisse est-t-elle en train de dériver vers des méthodes dignes d'un Etat autoritaire ? Avec la nouvelle loi, certaines pages internet étrangères seront à l'avenir interdites d'accès. La censure qui commence d'abord sur le poker peut facilement se propager à d'autres domaines tels que la musique, les films ou encore les sites d'information en ligne. La liberté sur Internet est cependant un droit fondamental qui ne doit pas être mis en pièces! Selon l'interprétation, cette loi pourrait même enfreindre le droit fondamental à participer à la vie culturelle, lequel est pourtant inscrit dans un pacte international ratifié par la Suisse (art. 15 pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ONU).

Verrouiller certains sites internet est un premier pas dangereux. Une fois l'infrastructure mise en place, la liste des motifs de censure peut s'allonger indéfiniment. Internet ne doit pas devenir le jouet des différents lobbies et doit être fondamentalement libre d'accès partout.

Non à la prévention insuffisante sur les jeux d'argent!

La nouvelle loi sur les jeux d'argent a ignoré les recommandations des expert-e-s. Pour une protection efficace des joueur-euse-s, il faudrait par exemple une commission nationale d'expert-e-s, ainsi qu'un prélèvement spécifique de la part des cantons pour financer les coûts sociaux engendrés par l'addiction aux jeux d'argent.

Plutôt que de créer une nouvelle loi visionnaire et prenant ses responsabilités vis à vis des joueur-euse-s, le Parlement préfère suivre les recommandations des lobbies des casinos suisses.

Pourtant, il est urgent d'agir: environ 75'000 personnes souffrent d'addiction au jeu en Suisse, dont les coûts sociaux s'élèvent de 551 à 648 millions de francs par année d'après les estimations. " La focalisation exclusive sur la responsabilité personnelle masque le fait que les causes de l'addiction ne s'expliquent pas seulement du point de vue individuel mais aussi par l'environnement social et la société", écrit Addiction Suisse.

Certes la responsabilité individuelle doit être prise au sérieux et exigée à toutes les personnes physiques, mais en aucun cas elle doit se substituer à celle des entreprises, de l'industrie ou du monde politique.

Non à la réduction de l'impôt sur les gains!

Les gains sur les jeux de hasard en Suisse et à l'étranger sont jusqu'à présent imposables dans tous les cantons. Les gains sur les paris sportifs (Sport-Toto) également. 35% des gains sont versés à l'Administration fédérale des contributions à titre d'impôt anticipé par l'organisateur-trice de la lotterie. Celui-ci sera remboursé selon l'indication exacte des gains dans la déclaration d'impôts.

À l'avenir, les gains d'argent seront moins taxés. Les gains du loto et des jeux en ligne ne seront soumis à l'impôt qu'à partir d'1 million de francs. Ce texte de loi montre une nouvelle fois l'ampleur de l'influence des casinos sur le Parlement. Ainsi, des millions de francs de gains de casinos ne seront plus taxés. La baisse générale de l'imposition dans le domaine du jeu ne fait pas qu'augmenter le danger d'addiction pour les joueur-euse-s, mais conduit aussi à la perte de recettes fiscales.

En ce sens, il est également important de rappeler que les organisations de jeux d'argent réalisent une grosse partie de leurs recettes avec les joueur-euse-s qui entretiennent une relation problématique au jeu ou qui souffrent d'addiction à celui-ci.

- **Comité**

Ce comité est composé des Jeunes Vert-e-s, du Parti Pirate, de l'Internet Society, de la société numérique, de droitsfondamentaux.ch, de la Jeunesse Socialiste Suisse et d'autres militants et se défend contre la mauvaise prévention de la dépendance et la restriction de nos droits fondamentaux! Il est 100% transparent et indépendant des intérêts des entreprises.

Financement

100% transparent et indépendant

Le jeu d'argent est un marché de plusieurs centaines de millions de dollars en Suisse. Cependant, nous ne nous sommes pas engagés pour des intérêts économiques mais uniquement pour défendre nos valeurs fondamentales. Le financement de la campagne du «Comité de prévention de l'addiction et du blocage du réseau» est donc totalement indépendant des entreprises et complètement transparent.